



**Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires
à Xeuilley relatif à l'exploitation par la société VICAT d'un réchauffeur industriel (unité
d'activation d'argiles) implantée sur le territoire de la commune de Xeuilley**

n° 2021/1110

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux

Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;

Vu le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Grand Est approuvé le 24 janvier 2020 et notamment son volet « Déchets » ;

Vu l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié autorisant la société VICAT à poursuivre l'exploitation de la cimenterie située à Xeuilley ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2016-1952 du 06 mars 2017 modifié fixant les garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées visées par le dispositif en cas de défaillance, conformément aux dispositions des articles R. 516-1-5 et suivants du code de l'environnement ;

Vu la demande de modification des installations autorisées en ce qui concerne l'implantation d'un concasseur et d'un réchauffeur industriel (unité d'activation) alimenté par des déchets non dangereux pour produire des biens matériels (argiles activées) sur le territoire de la commune de XEUILLEY portée à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle le 22 décembre 2020 complété le 24 mars 2021;

Vu la décision n° 2020-1439 du 05 mai 2021 relative au projet d'implantation d'une unité d'activation (réchauffeur industriel) visant à produire des biens matériels (argiles activées) sur le territoire de Xeuilley, projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu les avis exprimés respectivement les 19 avril 2021 et 23 avril 2021 par la Direction Départementale des Territoires (DDT) de Meurthe-et-Moselle et par l'Agence Régionale de Santé (ARS) de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé SAF/IP/421_2021 en date du 29 avril 2021 ;

Vu les compléments apportés par transmission préfectorale du 28 septembre 2021 complétés en dernier lieu le 21 octobre 2021 suite aux modifications apportées au projet initial dénommé ARGILOR et la demande au cas par cas suite à l'augmentation de puissance du concasseur ;

Vu la décision n° 2021-1036 du 27 octobre 2021 relative au projet d'ajout d'un concasseur dans le cadre du projet dénommé ARGILOR sur le territoire de XEUILLEY, projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu la proposition de calcul des garanties financières de l'exploitant adressée par courriel du 03 mai 2021 ;

Vu l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées dans le rapport référencé SAF/IP/1491_2021 en date du 25 octobre 2021 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 02 novembre 2021 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu les observations formulées par l'exploitant, par courrier en date du 16 novembre 2021 ;

Vu les échanges entre l'exploitant et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est notamment par courriel en dernier lieu daté du 20 décembre 2021 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé SAF/IP/1820_2021 en date du 30 décembre 2021 ;

Considérant que les modifications des conditions d'exploitation, objet du porter à connaissance mentionné ci-dessus, portées par la société VICAT à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle par courrier en date du 22 décembre 2020 et complétées en dernier lieu le 20 septembre 2021 sont notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions techniques encadrant l'activité par arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, pour tenir compte de ces modifications ;

Considérant qu'il est nécessaire de réviser le montant des garanties financières visées à l'article R. 516-1 du code de l'environnement dont l'obligation de constitution a été prescrite par l'arrêté préfectoral 2016-1952 du 06 mars 2017 modifié par l'arrêté préfectoral 2019-0683 du 25 mars 2021 ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur ce projet d'arrêté, préalablement à son adoption, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement, dans la mesure où les modifications non substantielles précitées n'induisent pas de dangers et inconvénients supplémentaires et n'abrogent pas de dispositions réglementaires s'appliquant aux installations ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Portée et champ du présent arrêté

Les dispositions de l'arrêté préfectoral 2006/206 du 21 avril 2006 modifié autorisant la société VICAT à exploiter une cimenterie sur le territoire de la commune de Xeuilley sont complétées par les prescriptions du présent arrêté.

La société VICAT, dont le siège social est situé 4 rue Aristide Bergès – 38 080 L'Isle D'Abeau, est tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site de Xeulley.

Article 2 : Liste des activités concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées (rubriques des activités)

L'article 1 recensant les rubriques de classement des installations autorisées de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006/206 du 21 avril 2006 modifié est rectifié comme suit:

«

Rubrique	Libellé de la rubrique	Activité exercée (nature et capacité)	Régime (1)
2515	Installations de broyage, concassage, criblage, (...) en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation (...). La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	La puissance totale de l'ensemble des machines utilisées dans le cadre de : -la fabrication de ciment, -la fabrication d'argiles activées est de 17 MW	E
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910	Installations, de co-incinération de déchets non dangereux, utilisées dans le cadre de : -la fabrication de ciment, -la fabrication d'argiles activées	A
3520	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux avec une capacité de : - 19 tonnes/heure dans le four LEPOL et, - 2,9 tonnes/heure dans l'unité d'activité (réchauffeur industriel) La capacité de traitement totale est de 21,9 tonnes/heure	E
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	-Broyeur cru : 13,96 MW -Broyeur charbon : 2,6 MW -Chaudière atelier : 0,1 MW -Four LEPOL: 87 MW -Unité d'activation (réchauffeur industriel) : 12,3 MW La puissance thermique totale est de 115,9 MW	A

4801	<p>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 500 t</p>	<p>- Stockage extérieur de charbon et coke de pétrole d'une capacité de 500 tonnes,</p> <p>- 1 trémie (unité de réception) de charbon et coke de pétrole: 40 tonnes</p> <p>- 2 trémies (stockage) de 400 tonnes chacune</p> <p>- 2 silos (sortie de l'unité de broyage) pour le stockage de charbon ou coke de pétrole broyé de 30 tonnes chacune</p> <p>- 1 silo de lignite : 500 tonnes</p> <p>- 1 trémie de stockage lignite (Argilor) : 18 tonnes</p> <p>Quantité susceptible d'être présente 1918 tonnes.</p>	A
------	--	--	---

⁽¹⁾: A (Autorisation), E (Enregistrement)

Article 3 : Garanties financières

Les dispositions du sous-article 2.2 relatives au montant des garanties financières de l'arrêté préfectoral 2016-1952 du 6 mars 2017 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

« le montant de la garantie financière à constituer s'élève à :

- à ce jour à 1 294 459 euros TTC.
- 1 087 298,50 euros TTC à compter du 1^{er} juillet 2022,
- 863 998,50 euros TTC à compter du 1^{er} juillet 2023,
- 640 698,50 euros TTC à compter du 1^{er} juillet 2024.

Ce montant est fixé sur la base d'un indice TP01 de 750,16 (juin 2021 – parution au J.O. le 19/09/2021) et d'un taux de TVA de 20 %.

Il est basé sur une quantité de déchets pouvant être entreposée sur le site laquelle est définie à l'annexe 1 du présent arrêté. »

Article 4 :

Il est inséré un titre II bis entre le titre II (prescriptions applicables à l'ensemble de l'usine) et le titre III (prescriptions particulières à l'unité de réception broyage et transfert de charbon ou coke de pétrole aux foyers du four et du broyeur à cru) de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006-206 du 21 avril 2006 modifié :

« PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À L'UNITÉ D'ACTIVATION DES ARGILES (ÉQUIPEMENT DU TYPE RÉCHAUFFEUR INDUSTRIEL)

Article II-Bis.1 : Nature et origine des déchets admis au sein de l'unité d'activation

Les seuls déchets admis dans l'unité d'activation sont des déchets non dangereux sous réserve de respecter les dispositions relatives aux modalités d'acceptation et d'admission prévues aux articles I.5 à I.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006/206 du 21 avril 2006 modifié.

La nature des déchets non dangereux admis pour le fonctionnement de l'unité d'activation est la suivante :

- Déchets d'activités économiques non dangereux sous forme CSR (Combustibles solides de récupération) provenant d'installations de préparation des CSR visées à l'arrêté ministériel du 23 mai 2016 relatif à la préparation des combustibles solides de récupération et préparés tels que prévu par cet arrêté.
- Déchets de bois non dangereux

L'unité d'activation des argiles est destinée à accueillir en tant que combustibles des déchets non dangereux dans le respect des recommandations et orientations des plans régionaux de prévention et de gestion des déchets non dangereux en vigueur. L'exploitant s'assure pour chaque provenance de déchets que cette opération respecte le principe de proximité, est compatible avec les documents de planification en vigueur sur les zones d'origine de ces derniers, sous réserve notamment d'échanges équilibrés, et respecte la réglementation européenne sur le transfert transfrontalier de déchets, le cas échéant. Les éléments justificatifs de cette vérification sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et transmis sur demande.

Les déchets proviendront, par ordre de priorité de :

- 1- Région Grand Est,
- 2- Régions limitrophes à la région Grand-Est : Haut-de-France, Île-de-France, Bourgogne-Franche-Comté,
- 3- Pays limitrophes à la région Grand-Est (Luxembourg, Belgique et Allemagne),
- 4- Région Auvergne-Rhône-Alpes. Les CSR provenant de la région Auvergne-Rhône-Alpes sont ceux exclusivement issus des installations de production du groupe VICAT dans la limite de 1 661 tonnes/an.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs démontrant le respect du présent article.

Article II-Bis.2 : Consistance des installations liées au process d'activation des argiles

L'unité d'activation sèche à haute température (850 °C) les argiles brutes provenant de la carrière de Xeulley et produit annuellement au maximum 120 000 tonnes d'argiles activées (400 à 525 tonnes/jour). L'unité d'activation fonctionne au maximum 7 200 heures par an soit 300 jours (24h/24h).

Le réchauffeur industriel co-incinère des déchets non dangereux (80 % à 90 %) et du lignite ou du gaz naturel. L'exploitant privilégiera le gaz naturel à la lignite dans les phases de démarrage. La quantité journalière maximale de déchets non dangereux utilisée dans le process est de 62,6 tonnes.

Les argiles activées sont incorporées au ciment produit par la cimenterie en substitution du clinker.

Les installations classées et connexes utilisées pour produire des argiles activées sont :

- Une zone de stockage des argiles brutes à l'abri des intempéries (fermée sur 3 côtés au moins)
- Une zone de stockage des combustibles. Les déchets non dangereux sont entreposés séparément avant leur utilisation, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Le lignite est stocké dans un silo de 25 m³ ;
- Un concasseur pour réduire la granulométrie des argiles brutes ;
- Un réchauffeur industriel (unité d'activation) ;
- Deux silos de stockage des argiles activées ;
- Un système de transport pneumatique sous les silos vers l'unité de broyage et de mélange de la cimenterie pour produire du ciment à base d'argiles activées ;
- Une zone de stockage du bicarbonate de sodium, pour le traitement des SOx, confinée (récipients, silos, bâtiments fermés) tenue à l'écart des produits incompatibles ;
- Un réservoir de solution ammoniacale sur rétention pour le traitement des NOx ;
- Un silo de stockage des résidus de traitement des fumées (bicarbonate de sodium) avant incorporation dans le produit final (ciment).

Le traitement des fumées de combustion de chaque ligne de la chaufferie est réalisé par l'intermédiaire de :

- Un filtre à manche (traitement des poussières) ;
- Un second filtre à manche avec injection de bicarbonate de sodium en voie sèche (traitement des SOx) ;
- Un RTO (Oxydateur thermique régénératif pour le traitement des COT) ;
- Une installation SCR (Réduction catalytique sélective pour le traitement des NOx).

Article II-Bis.3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Article II-Bis.3.a. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre .

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Article II-Bis.3.b. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

Article II-Bis.3.c. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Article II-Bis.3.d. Conduits et installations raccordées – conditions de rejets

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur minimale (en mètre)	Diamètre maximal au débouché (en mètre)	Vitesse minimale d'éjection des gaz de combustion (en m/s)	Débit maximal en Nm³/h
1	Réchauffeur industriel co-incinérant des déchets non dangereux	90	2,8	8	22132

Article II-Bis.3.e. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies dans le présent arrêté sont rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) avec une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 10 %.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les rejets issus de l'unité d'activation doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes en concentration et en flux :

Paramètres	Concentration mg/m³ (*)	Flux max. journalier (kg/j)	Flux max. annuels (kg/an)
PM	16,1	8,55	865
SO ₂	204	119	35 842
NO _x en équivalent NO ₂	276	162,00	48 492
CO	440	233,71	61 845
HCl	10	5,31	966
COT	28,8	16,35	4 904
HF	1	0,53	62
Hg	0,05	0,030	1,45
Dioxines et Furanes	0,1 ng I-TEQ/Nm3)	5,31E-08	8,3E-06
NH ₃	32	25,3	7590
Benzène	20	10,62	2500
Phénol	5	2,66	100
HAP**	1	0,53	141
benzo(a)pyrène	1,60E-04	9,40E-05	2,82E-02
Acide Cyanhydrique	10	5,31	1406
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,5 (Somme des métaux)	0,05	14,1 (somme des métaux)
Cd + Tl	0,05	0,001	0,43

(*) Concentrations moyennes journalières, sauf pour les polluants qui ne sont pas mesurés en continu où la VLE est la moyenne sur la période d'échantillonnage

(**) Naphtalène, HAP du groupe 2A, du groupe 2B et du groupe 3 selon la classification du le CIRC (Centre Internationale de Recherche contre le Cancer)

Article II-Bis.3.f. Conditions de respect des valeurs limites d'émission

Les valeurs limites d'émissions dans l'air sont respectées si :

- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émissions pour le monoxyde de carbone, pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre, les oxydes d'azote, le benzène, le phénol, le benzo(a)pyrene, les HAP et HCN ;

- aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés, ainsi que le thallium et ses composés, le mercure, le total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), les dioxines et furannes, ne dépasse les valeurs limites ;
- pour les installations mettant en œuvre un dispositif de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés, aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour l'ammoniac ne dépasse les valeurs limites fixées à l'article **II-Bis.3.e** du présent arrêté.

Les moyennes déterminées pendant les périodes d'indisponibilité des dispositifs de traitement ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites d'émission.

Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

Monoxyde de carbone : 10 % ;
 Dioxyde de soufre : 20 % ;
 Ammoniac : 40 % ;
 Dioxyde d'azote : 20 % ;
 Poussières totales : 30 % ;
 Carbone organique total : 30 % ;
 Chlorure d'hydrogène : 40 % ;

Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.

Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, pour une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum.

Les articles **II-Bis.3.i** et **II-Bis.3.j** du présent arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale annuelle des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques de l'unité d'activation des argiles, de traitement des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées.

Article II-Bis.3.g. Surveillance des émissions et de leurs effets

L'exploitant dispose d'un programme de surveillance des émissions atmosphériques de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité, et à ses frais dans les conditions ci-après et selon les normes en vigueur.

La mesure en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants. A défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre le point où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.

Paramètre	Fréquence
Vapeur d'eau	continue
O ₂	
Température	
Débit	
PM	
SO ₂	
NO _x en équivalent	
NO ₂	
CO	
HCl	
COT	
NH ₃	
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	trimestrielle
Cd + Tl	
Hg	
HF	
Dioxines et Furanes	
Benzène	
HAP	Semestrielle (Au cours de la première année d'exploitation, la fréquence est trimestrielle)
Benzo(a)pyrène	
Acide Cyanhydrique	

L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) :

- deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu ;

Au cours de la première année d'exploitation, une telle mesure externe de l'ensemble des composés mentionnés à l'alinéa précédent et des paramètres suivis en continu est réalisée tous les trois mois.

Les résultats des teneurs en métaux font apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.

Article II-Bis.3.h. Analyse et transmission des résultats de surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport contient au minimum les informations suivantes :

- les normes de mesures, prélèvements et analyses utilisées ;
- pour chaque campagne, le nom du laboratoire externe ou interne ayant procédé aux prélèvements, analyses et mesures ;
- les résultats de l'ensemble des campagnes de surveillance réalisées en application du présent arrêté ;

- l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées à l'article **II-Bis.3.e** du présent arrêté, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité prévue ou constatée.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Le rapport de synthèse est adressé chaque trimestre à l'inspection des installations classées.

Article II-Bis.3.i. Indisponibilité des dispositifs de traitements

La durée maximale annuelle des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques de l'unité d'activation des argiles co-incinération des déchets non dangereux, de traitement des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées ne peut excéder 4 heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article **II-Bis.3.e** du présent arrêté montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée.

La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.

Article II-Bis.3.j. Indisponibilité des dispositifs de mesure

Dispositifs de mesure en continu des polluants atmosphériques :

La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu des effluents aqueux et atmosphériques est limitée à 10 heures sans interruption.

Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année.

Article 5 : Bilan de conformité

L'exploitant réalise un bilan de la conformité de ses installations aux dispositions du présent arrêté.

Le bilan est transmis au préfet au plus tard six mois après la mise en services des installations.

Article 6 : Infractions aux dispositions de l'arrêté – Autres réglementations applicables

Le préfet pourra mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L. 171-8 I du code de l'environnement indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment des arrêtés de prescriptions présents et à venir.

Article 7: Information des tiers

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 38 - 54036 Nancy Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du Ministère de l'écologie dans un délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Articles 9 : exécution et information

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société VICAT.

NANCY, le 04 JAN. 2022
Le préfet
Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général

Julien LE GOFF

**ANNEXE 1 DU PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL :
LISTE DES DÉCHETS ENTRANTS
DANS LE CALCUL DES GARANTIES FINANCIÈRES**

- Eaux souillées : 115 tonnes ;
- CSR :
 - 250 tonnes à ce jour,
 - 500 tonnes à compter du 1^{er} juillet 2022.
- CSS (sciures imprégnées) : 70 tonnes ;
- Sable à teneur en phénols lixiviables > 5 mg/kg de sables secs : 50 tonnes ;
- Sable à teneur en phénols lixiviables < 5 mg/kg de sables secs :
 - 26 736 tonnes à ce jour,
 - à compter du 1^{er} juillet 2022 pour 21 736 tonnes,
 - à compter du 1^{er} juillet 2023 pour 16 736 tonnes,
 - à compter du 1^{er} juillet 2024 pour 11 736 tonnes.

PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour

NANCY, le

04 JAN. 2022

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général


Julien LE GOFF